

Petit tour d'horizon des augmentations de salaires, dans un contexte inflationniste et pendant que les grandes entreprises battent des records

Dans de nombreux pays, notamment en Europe, les salaires augmentent, alors qu'en France la tendance est à « la sobriété salariale ». Essayons d'y voir plus clair sur ce double phénomène.

La crise sanitaire a eu et aura des effets qu'il est encore difficile de mesurer avec précision. Nous voyons poindre le risque d'une inflation incontrôlée, inflation gonflée par le choc des prix des matières premières et de l'énergie. Il est même possible que nous entrions dans un monde structurellement inflationniste (prix de l'énergie, robotisation, crise écologique, raréfaction des ressources, etc.).

Cela veut-il dire que nous devons renoncer à toute exigence concernant une augmentation réelle, substantielle et immédiate des salaires ? Evidemment non, notre revendication devient encore plus urgente et nécessaire. Quand l'économie connaît un reflux, le réflexe gouvernemental consiste à en faire supporter le prix aux salariés. Dans un cycle inflationniste il serait donc inopportun d'augmenter les salaires, qui seraient aussitôt phagocytés par une répercussion sur l'augmentation des prix. C'est la fameuse boucle « prix/salaires » qui serait, nous dit-on, le moteur de l'inflation, ce qui est évidemment faux et facilement réfutable. D'autant que si l'on se fie aux chiffres délivrés par les agences statistiques gouvernementales elles-mêmes, les indicateurs repassent au vert dans la plupart des pays : retour de la croissance avec rattrapage des deux années de croissance négative, retour aux niveaux de chômage d'avant la crise ...

Voici nos arguments pour balayer cette idée fautive : la boucle hausse de salaire, hausse des prix ne peut pas toujours se reproduire, pour une raison fondamentale, beaucoup trop absente des discussions actuelles sur l'inflation. Un prix n'augmente jamais tout seul. Il faut que quelqu'un décide de le faire. Or le chômage de masse et la précarisation des emplois ne laissent pas entrevoir d'augmentation massive des salaires et le patronat le sait très bien. Il ne peut donc y avoir d'anticipation à la hausse sur les prix de la part des entreprises en arguant d'une augmentation future des salaires. Ensuite la mondialisation a considérablement réduit la capacité des entreprises à accroître leurs prix sans perdre de clients, en raison de la concurrence internationale.

L'inflation n'est donc en rien un motif tangible pour bloquer les salaires, il devient même au contraire urgent de les augmenter, sans attendre, partout et dans des proportions qui redonnent vraiment du pouvoir d'achat aux salariés.

De nombreux pays prennent des mesures en faveur d'une augmentation des salaires, la France reste en retrait.

Le gouvernement et le patronat refusent en France d'entendre parler de hausse des salaires, ni même de revalorisation du Smic. Pourtant ce n'est pas la tendance que nous observons sous d'autres latitudes.

L'idée n'est pas de se lancer ici dans une comparaison stricte, nous connaissons les arguments des réfractaires à la question salariale : niveaux de vie non comparables, modalités de négociations différentes, etc. Bien que tout ceci soit éminemment discutable nous nous intéressons ici à une tendance, et cette trajectoire est claire : dans de nombreux pays, des revalorisations, parfois nettes, des salaires sont adoptées

L'Allemagne, l'Espagne et le Royaume-Uni ont annoncé une progression importante de leur revenu minimum, en réponse notamment à l'inflation. Un revenu minimum qui pour les syndicats vise également à tirer vers le haut l'ensemble de l'échelle des salaires. C'est en Allemagne que cette mesure sera la plus forte. Alors que le salaire minimum n'a été introduit qu'en 2015 dans ce pays, il devrait connaître une augmentation de 25% d'ici octobre 2022, passant de 9,82 euros à 12 euros de l'heure. Au Royaume-Uni, cette hausse en 2022 devrait atteindre 7%, et un peu moins de 4% en Espagne (après avoir déjà été revalorisé 4 fois sous le gouvernement Sanchez).

La France se targuait depuis longtemps d'avoir une avance conséquente en matière de salaire minimum, mais force est de constater qu'elle se retrouve soit dépassée, soit rattrapée par un grand nombre des pays voisins.

Evolution du smic dans différents pays européens

En proportion du salaire médian des salariés à temps plein



Source : OCDE

Entre 2010 et 2020, c'est l'Espagne qui connaît la plus forte augmentation de son smic : +45% en dix ans. Les pays qui ont vu leur salaire minimum le plus augmenter sur la période sont ensuite le Royaume-Uni (+25%) et le Portugal (+23,4%).

En Belgique c'est le retour des discussions autour de l'indexation automatique des salaires sur l'inflation, et ce mécanisme est débattu dans de nombreux autres pays. En période de forte augmentation des prix c'est une solution qui peut avoir de nombreux avantages pour les salariés.

Même aux Etats-Unis la tendance à une hausse des salaires commence à s'observer. Une des revendications fortes du mouvement syndical américain est de porter le salaire minimum au taux horaire de 15 dollars (le salaire minimum fédéral est actuellement fixé à 7,25 dollars, mais les états sont libres de fixer un seuil supérieur, ce qui est déjà le cas dans un certain nombre d'entre eux). Face à la pénurie de main d'œuvre et pour répondre au phénomène de « grande démission » qu'a suscité la crise du covid, nombre d'employeurs se sont vus contraints de porter le salaire minimum à 15 dollars et de multiplier les droits et avantages sociaux. Le contexte économique et social, porté par un mouvement social qui traverse nombre de secteurs aux USA a remis sur le devant de la scène la question des salaires et d'ores et déjà des avancées notables sont observées.

Salaires contre compétitivité ?

Au plan international c'est l'argument massue qui est opposé chaque fois que la revendication sur les salaires est réaffirmée.

Or, lier la question des salaires à la compétitivité est une pure manœuvre dilatoire. D'abord, parce que de nombreux secteurs ne sont pas exposés à la concurrence internationale. Pour ces secteurs-là, comme la distribution, la construction, les services aux personnes par exemple, l'indexation n'est pas un problème, mais une partie de la solution puisqu'elle contribue à préserver les niveaux de revenus. Même pour les secteurs exposés à la concurrence internationale, où l'enjeu de la compétitivité peut être invoqué, les salaires ne constituent qu'une partie infime de l'équation, souvent moindre que le cocktail généré par la hausse du prix de l'énergie, des matières premières, des transports ou par les exigences exorbitantes des actionnaires.

Lutter contre le dumping social en Europe

Un salaire minimum européen devrait compléter les dispositifs nationaux existants, de façon à mieux protéger les travailleurs contre l'inflation et à lutter contre la mise en concurrence des travailleurs créée par le marché intérieur de l'Union européenne. Sous la pression des luttes salariales dans les Etats membres de l'Union européenne, la Commission européenne a publié un projet de directive « *relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne* » qui doit être amélioré : en particulier, les syndicats revendiquent la fixation d'un seuil minimum correspondant au moins à 60% du salaire médian et 50% du salaire moyen de chaque Etat membre, ce qui permettrait des hausses de salaires substantielles dans certains pays et constituerait un premier pas vers plus de convergence sociale vers le haut en Europe (voir le Numéro 35 du Bulletin d'information de l'espace international de la CGT).

Comment refuser des augmentations de salaires à l'heure où les taux de profits et où les dividendes battent des records ?

Quelques exemples des profits enregistrés par des multinationales :

- Total : 16 milliards.
- BNP Paribas : 9 milliards.
- Crédit Agricole ; 9 milliards.
- Société Générale : 5 milliards.

On sait ainsi où trouver l'argent pour augmenter les salaires !

Durant la crise du Covid les grandes entreprises ont bénéficié des « largesses » de l'état en siphonnant un grand nombre d'aides publiques. Résultat, c'est 137 milliards d'euros engrangés par les seules entreprises du CAC 40. Autant de profits qui ne seront que très peu redistribués en salaires mais qui iront gonfler encore un peu plus le portefeuille des actionnaires.

Pour toutes ces raisons, il est donc urgent pour la France de suivre l'exemple de nombreux pays et d'ouvrir la question de l'augmentation des salaires.